

IL RECONNAÎT LA «GRAVITÉ» DE LA CRISE FINANCIÈRE

Bouteflika tire la sonnette d'alarme

Abdelaziz Bouteflika tire la sonnette d'alarme : «Les pouvoirs publics doivent expliquer davantage à la population la gravité de la conjoncture financière que traverse notre pays, ainsi que le caractère unique au monde de nos dépenses publiques d'investissements et de nos transferts sociaux.» Cette seule phrase, contenue dans le communiqué que la présidence de la République a rendu public à l'issue de la réunion du Conseil des ministres, hier, tranche avec les hésitations langagières du gouvernement s'agissant de la situation économique réelle du pays.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Bouteflika s'exprimait ainsi devant les membres du gouvernement, au moment de l'examen du premier point inscrit à l'ordre du jour de cette réunion du Conseil des ministres qui avait débuté à 15 h hier, à savoir le projet de la loi de finances pour 2016.

«Ce projet, qui reste basé sur une projection prudente des revenus des exportations d'hydrocarbures, vise néanmoins une croissance de 4,6% orientée vers un surcroît de création de richesses et d'emplois, avec, en outre, une inflation contenue à 4%», précise le communiqué de la présidence.

Comme annoncé précédemment par Abdelmalek Sellal, ce projet prévoit également que «les dépenses budgétaires diminueront de 9%, avec 4 807,3 milliards de DA pour le volet fonctionne-

ment et 3 176 milliards de DA pour celui de l'équipement. Le solde global du Trésor sera déficitaire de 2 452 milliards de DA alors que le Fonds de régulation des recettes conservera 1 797 milliards de DA de réserves à fin 2016».

Le communiqué ajoutera, toutefois, que «malgré ces tensions financières, les transferts sociaux connaîtront une hausse de 7,5% pour atteindre 23% du budget de l'Etat».

Pour compenser le manque à gagner dû aux chutes des prix du pétrole, les pouvoirs publics comptent revoir à la hausse quelques taxes, notamment celles concernant les carburants, la téléphonie mobile et les produits de luxe importés.

Il est également question, dira Bouteflika à l'adresse du gouver-



Abdelaziz Bouteflika.

nement, «de persévérer dans la rationalisation des dépenses publiques et dans la lutte contre le gaspillage et contre toute forme d'atteintes aux richesses nationales, y compris la corruption».

Autrement dit, il faut s'attendre à ce que l'Etat frappe d'une main lourde aussi bien l'informel, la contrebande qu'au niveau judiciaire, avec, certainement, de nouvelles grosses affaires de corruption à l'horizon.

Toujours au plan économique, le Conseil du gouvernement a approuvé le projet du nouveau

code de l'investissement présenté par le ministre de l'Industrie et des Mines Abdesselam Bouchouareb et qui prévoit une série de mesures destinées «à améliorer l'attractivité de la législation sur l'investissement».

Le communiqué de la présidence annonce ainsi «l'abrogation de certaines dispositions en vigueur dont, celle relative à l'exigence de bilans excédentaires en devises pour les investisseurs étrangers de sorte à encourager les partenariats devant concourir à la réduction des importations ;

celle soumettant les investissements étrangers réalisés avant 2009, à la règle de la majorité nationale 51/49% en cas de changement de registre de commerce», entre autres mesures.

Le secteur de l'industrie a également présenté un autre projet de loi d'une extrême importance, celui relatif à la normalisation.

«Cette modification (de la loi, ndlr) vise à l'introduction des principes internationaux de précaution, dans l'élaboration des normes qui attestent la qualité des biens et des services produits en Algérie, y compris pour accroître la protection de la santé et la préservation de l'environnement».

Par ailleurs, le Conseil des ministres a eu à écouter une communication du ministre de l'Energie portant sur les nouvelles découvertes en matière de pétrole et de gaz et qui feront augmenter la production nationale de 4% en 2016.

Enfin, le ministre d'Etat ministre des Affaires étrangères a présenté, lui, une communication sur l'état de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne. Un accord que l'Algérie demande de revoir.

K. A.

RENOUVELLEMENT PARTIEL DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA NATION

Le FLN et le RND face aux alliances de la base

Les élections portant renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation auront lieu dans moins de trois mois. Il s'agit du second renouvellement de cette instance parlementaire, depuis les élections locales de 2012. Il reste à savoir si la composition actuelle sera reconduite ou alors des changements sont attendus.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le prochain renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation est considéré comme un «important» enjeu politique national. Il interviendra dans un contexte politique particulier marqué notamment par l'échéance de la révision constitutionnelle. Toutefois, l'enjeu primordial réside dans le rapport de force politique qui verra le jour au lendemain du scrutin.

Une chose est certaine : la bataille autour de ces joutes sénatoriales se joue entre le tandem traditionnel, en l'occurrence le FLN et le RND.

Les autres formations politiques verront pour leur part leur rôle très limité, voire circonscrit à l'enjeu d'alliance. Il faut reconnaître que depuis les législatives et les locales de 2012, la cartographie politique au sein des assemblées locales n'a pas connu beaucoup de chamboulements.

C'est ce qui explique le peu d'engouement enregistré jusque-là au niveau des états-majors des partis traditionnels.

«Il est encore prématuré d'évoquer cette question. Il reste devant nous trois mois pendant lesquels on procédera à l'étude des dossiers des différentes candidatures.

Une fois cette étape passée, on procédera au choix de nos candidats au niveau des 48 wilayas», nous confie une source de la fédération d'Alger du parti d'Ahmed Ouyahia, le RND.

Ce dernier qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat est un potentiel candidat au poste de sénateur au niveau de la wilaya d'Alger. Son rival, le parti du FLN qui a perdu la bataille de 2012, veut reconquérir la première Chambre.

Mais pour éviter une énième crise interne, le FLN, dont le secrétaire général

vient de «remporter une énième bataille organique», va opter, selon une source sûre, pour l'option des primaires.

Primaires au FLN

«C'est dans la transparence la plus totale que seront choisis nos candidats et ce sont leurs collègues et amis élus qui vont élire leurs représentants. Nous avons opté pour cette stratégie concernant le renouvellement des instances de la Chambre basse et par voie de conséquence, la même démarche sera initiée pour les sénatoriales», explique un proche du chargé de communication de ce parti.

Il est à noter que les membres du Conseil de la nation sont élus au scrutin plurinominal majoritaire à un tour au niveau de la wilaya, par un collège électoral composé de l'ensemble des membres de l'Assemblée populaire de wilaya et des membres des Assemblées populaires communales de wilaya, comme le stipule l'article 105 de la loi électorale de janvier 2012. Lors de cette élection, le parti du RND avait décroché la première marche du podium grâce à son jeu d'alliance avec le Parti des travailleurs (PT). A ce titre, le RND qui veut maintenir sa position de force lors du prochain renouvellement partiel de la Chambre haute du Parlement a, d'ores et déjà, entamé des contacts au niveau de la base pour consolider ses alliances, notamment auprès des élus indépendants. Le poste de membre du Conseil de la nation ou sénateur attire, faut-il le rappeler, tous les élus locaux choisis parmi ceux qui justifient d'une expérience et d'un parcours dans leurs partis respectifs. Toutefois, la situation politique actuelle marquée par un manque de visibilité risque de créer des surprises. Un outsider né d'une alliance de partis non majoritaires au niveau des collectivités locales risque de fausser tous les pronostics. FFS, RCD, MPA et le PT : une

alliance à la base ? La loi électorale portant régime électoral indique dans son article 104 que «les membres élus du Conseil de la nation sont élus pour un mandat de six ans, le scrutin se déroule au chef-lieu de wilaya». C'est à ce niveau que se contractent les alliances et autres enjeux pour ces élections. En effet, la cohabitation au niveau municipal entre les différents courants politiques pourrait déboucher sur des alliances au niveau des wilayas où la spécificité de chaque région déterminera la nature de ses alliances. Le rapprochement au niveau de la base pourrait contraindre les états-majors de certains partis politiques à contracter des alliances de conjoncture dans notamment certaines wilayas du centre et de l'ouest du pays. C'est le cas notamment pour des partis comme le FFS, le RCD, le MPA et le PT. D'ailleurs, il n'est pas exclu que la seule alliance rendue publique et contractée en 2012 entre le RND et le PT ne soit plus reconduite. «Il ne saurait y avoir d'alliances avec ceux qui sont contre la préférence nationale, qui œuvrent à la destruction de l'économie nationale», nous a indiqué un député du Parti des travailleurs rencontré en marge de la tenue du comité central de son parti le week-end passé. Pour les observateurs, l'alliance politique au niveau de la base à l'occasion de cette élection pourrait ratisser encore large. Les directions politiques pourraient laisser le soin aux élus locaux de définir et situer la particularité de ces alliances. Et c'est dans cette optique que des partis comme le FFS, le RCD, le MPA et le PT veulent constituer un front face aux grands favoris de cette élection, en l'occurrence le FLN et le RND.

Enfin, l'équation islamiste représentée notamment à travers l'Alliance de l'Algérie Verte (l'AAV) reste dans tout ce conglomerat politique, la seule inconnue des sénatoriales de fin 2015.

A. B.

Un terroriste abattu à Béni-Rached, des bombes découvertes à Boumerdès

Après l'opération ayant permis d'anéantir un groupuscule de trois terroristes à Aïn-El-Hamra, sur le territoire de la wilaya de Boumerdès, l'accalmie qui a suivi n'a finalement pas dépassé quelques jours.

Un communiqué du ministère de la Défense annonçait, hier, en effet, que des unités de l'ANP ont entrepris de passer au peigne fin des zones visiblement pas encore totalement sécurisées dans la région de Boumerdès et à l'ouest d'Alger, entre les wilayas de Tipasa et Chlef, dans la région de Béni-Rached, où un terroriste a été abattu.

Une kalachnikov, des munitions et des téléphones portables ont été récupérés lors de cette opération. Quant à la sortie des militaires dans la wilaya de Boumerdès, elle s'est soldée par la découverte et la destruction d'une cache dans laquelle cinq bombes artisanales ainsi que du matériel destiné à la fabrication de détonateurs ont été retrouvés.

A. M.